

Entretien avec Samir Amir sur l'Altermondialisme Arabe

Conduit par Neige Pointet le 2 Février 2015.

NP : Peut-on parler d'un altermondialisme arabe ?

SA : L'opinion générale, particulièrement en Occident, dans les pays européens et en Amérique du Nord, a une vision tronquée, et peut-être un peu curieuse de ce qu'ils appellent l'altermondialisme. Ce serait, selon cette opinion, un phénomène nouveau, un mouvement nouveau, d'une vingtaine ou une trentaine d'années d'âge, qui aurait commencé selon les uns avec Seattle, selon les autres à Porto Alegre.

Cet imaginaire de l'altermondialisme comme phénomène nouveau suppose que la mondialisation serait quelque chose de nouveau contre lequel on proteste. Ce n'est pas mon opinion, et je dirais que cela n'a jamais été celle de la majorité des peuples sur la planète. La mondialisation n'est pas nouvelle, elle est ancienne. Pour l'époque contemporaine, que serait le colonialisme ou le soi-disant développement mondial d'après la seconde Guerre mondiale, si ce n'est de la mondialisation ? Bien sûr, ce n'est pas exactement la même chose d'un moment de l'histoire à l'autre, mais en soit la mondialisation n'est pas quelque chose de nouveau. Par conséquent l'opposition à la mondialisation en place n'est pas non plus quelque chose de nouveau. On peut donc dire que l'altermondialisme n'a pas attendu Seattle pour exister. Qu'est-ce que sont les révolutions faites au nom du socialisme, à commencer par la révolution russe ? Ce n'était pas seulement une révolution pour un changement du régime social interne, c'est-à-dire passer du capitalisme au socialisme ; elle véhiculait également une autre vision du monde, anti-impérialiste. Par la suite, le concept de « coexistence pacifique » impliquait aussi une autre vision de la mondialisation, qui accepte la diversité des systèmes.

Les dirigeants majeurs du Sud présents à la Conférence de Bandung en 1955, Nasser, Nehru, mais aussi Zhou Enlai pour la Chine, ont dit clairement : « nous voulons un autre système mondial ». Donc altermondialisation, qui accepte l'indépendance des nations et leur droit à choisir leur régime et les formes de développement qui leur conviennent – ou qu'ils croient leur convenir. C'est bien un plaidoyer pour la multipolarité en opposition avec le concept de mondialisation conçue comme synonyme de l'extension mondiale du système occidental. Les régimes sortis de Bandung peuvent donc être qualifiés d'altermondialistes. Nous avons, nous, les peuples arabes, en Egypte et Syrie surtout, connu un mouvement altermondialiste précoce: le Nassérisme et le Baasisme. Mouvements qui disaient ouvertement : nous voulons un autre système mondial, fondé sur la reconnaissance de nos droits dans le système mondial. L'altermondialisme n'est donc pas quelque chose de nouveau.

Le discours dominant décrit la période de l'après Seconde Guerre Mondiale jusqu'à la chute de l'Union Soviétique comme la période de la Guerre Froide et de la bipolarité. Or cela est une

vision tronquée de la réalité: cette cinquantaine d'années (de 1945 à 1980/90) a été une période de multipolarité. Entre autres, les mouvements d'indépendance, de libération nationale, ont imposé un moment de multipolarité. Il y avait certes une bipolarité militaire, mais une multipolarité politique. Il n'y avait pas seulement deux acteurs sur la scène internationale, mais quatre ensembles d'agents actifs:

- L'alliance impérialiste Etats Unis /Europe/ Japon, associés dans leur organisation militaire commune, l'OTAN
- L'Union Soviétique et les pays d'Europe de l'Est
- La Chine toujours relativement autonome dans sa politique internationale
- L'alliance des régimes issus de Bandung, d'Asie et d'Afrique (les Non Alignés plus Cuba)

Donc il y avait bien une autre mondialisation, multipolaire. Cette page est tournée, pas seulement par la défaite de la concurrence militaire entre Etats-Unis et l'Union Soviétique, au profit des Etats-Unis ; les projets de développement eux-mêmes, au sens large, avec leurs volets politiques, sociaux et économiques, se sont essouffés et ont permis l'offensive de la nouvelle mondialisation néolibérale. Cette nouvelle mondialisation néolibérale est un désastre. C'est pour cela qu'un mouvement altermondialiste renaît. C'est un désastre pour tous : pays du Nord à travers l'austérité permanente imposée (on l'a vu avec la réponse des Grecs), mais pour les pays du Sud c'est pire encore : il ne s'agit pas d'austérité mais de paupérisation massive, voire de remise en question de la survie de la centaine de millions d'êtres humains.

Cela a déclenché la nouvelle vague de « révolutions » qui n'a pas commencé dans les pays arabes mais en Amérique Latine. Les régimes issus d'élections au Venezuela avec Hugo Chavez, la conquête du pouvoir politique au Brésil par le PIT et Lula, la victoire de Correa en Equateur, Evo Morales en Bolivie constituent une première vague de grands mouvements qui remettent en question l'ordre social interne à des degrés divers, mais également le système des relations internationales et particulièrement les rapports inégaux entre les pays d'Amérique Latine et les Etats-Unis. Les Etats d'Amérique latine se sont insurgés contre leur dépendance vis-à-vis des Etats-Unis et leur soumission forcée aux priorités décidées par Washington. Ils ont créé la CELAC (Communauté des États latino-américains et Caraïbes) en 2010, une commission qui regroupe tous les pays du continent américain - Cuba et Caraïbes de langue anglaise inclus - sauf les Etats-Unis et le Canada. C'est donc également là une forme de mondialisation qui prône la multipolarité et non l'uni-polarité.

Les mouvements arabes sont venus plus tard, et s'inscrivent dans ce même mouvement de protestation à la fois contre le désastre social produit par la mondialisation néolibérale mise en oeuvre chez eux, mais aussi contre le système mondial, en particulier contre l'expansionnisme continu de l'Etat d'Israël et son militarisme fasciste soutenu inconditionnellement par les pays qui ne reconnaissent pas l'Etat de Palestine.

NP : A quels degrés les mouvements de protestations des Révolutions Arabes peuvent être qualifiés d'altermondialistes et remettent en cause le libéralisme?

SA : A des degrés divers si on compare l'Égypte, la Tunisie et la Syrie.

En Égypte : Oui, cette dimension anti-néolibérale existe. On le voit à travers le retour, bien qu'un peu « romantique », du nassérisme. Par exemple on ressort des portraits de Nasser dans les manifestations (bien que les jeunes générations n'aient pas connu les contributions positives et négatives de l'époque). C'est une protestation anti-néolibérale ; et elle se qualifie de socialiste (bien que cela soit discutable).

Mais dans le cas de la Tunisie, je dirais presque non. Les Tunisiens, dans leur grande majorité, semblent considérer le mouvement comme fondamentalement démocratique, c'est à dire qu'ils ne se posent que la question de la démocratie. Ils ne la relient pas à la question du régime social et du libéralisme économique. Pour ma part, je pense qu'une démocratie associée à la régression sociale et non pas au progrès social est impossible. La preuve en est donnée d'une façon tragique par la Tunisie, dans la mesure où une partie du courant est démocratique, mais ne remet pas en cause le libéralisme. On a entendu dire : « notre régime économique n'était pas si mauvais, c'était le régime politique qui l'était ». Cette insuffisance a ouvert la voie aux islamistes qui avec beaucoup de démagogie prétendent remettre en question le régime social, ce qui n'est pas le cas en réalité, tout en renonçant à l'objectif démocratique.

Le discours des pouvoirs occidentaux (Obama, Hollande, Merkel, ou Cameron) sont d'une grande hypocrisie concernant la question démocratique. Ils n'adressent pas leurs critiques à l'Arabie Saoudite ou au Qatar, qu'ils intègrent d'ailleurs dans la « communauté internationale » qu'ils invoquent pour la prétendue « défenses de la démocratie » ! Par contre la dictature « odieuse » de Bachar al Assad ou de Poutine (qui bien sûr ne sont pas des démocrates) ne leur paraît pas tolérable. Derrière cela se profile la réalité : la seule exigence des pouvoirs dans les pays occidentaux c'est la soumission au libéralisme économique et pas à la démocratie. D'ailleurs, ces mêmes régimes démocratiques ont soutenu la dictature militaire grecque et les dictatures les plus sanglantes en Amérique Latine et ne trouvent aucun inconvénient au comportement de l'Arabie Saoudite et du Qatar, et d'autres. On n'a jamais non plus remis en question la dictature à vie de Paul Bia au Cameroun par exemple.

La mondialisation met en place le pouvoir presque unilatéral d'oligarchies financières en Occident et ailleurs. Les pays arabes sont également frappés, sans parler de l'Algérie dans laquelle le mouvement vise davantage que le pouvoir politique autocratique les concessions faites par le régime après la mort de Boumediene au capital international et local associé.

La Syrie est un cas complexe et un peu différent.

Il est évident que le régime de Bachar Al Assad est autocratique. Dire que ce régime est un régime confessionnel et exclusivement alaouite est faux. Le régime a toujours intégré toutes les

composantes de la nation - tout au moins ceux de leurs représentants qui lui convenaient du point de vue politique - Chiïtes, Sunnites, Alaouites, Chrétiens. Le cas de l'Irak est semblable, le ministre des affaires étrangères de Saddam Hussein était chrétien, ce qui n'est pas courant dans les pays arabes et musulmans d'une manière générale.

Mais le régime, dans le temps Baasiste, appartenant à l'époque de Bandung, avec un projet de réformes sociales progressistes octroyant des avantages sociaux (sans démocratie), s'est essoufflé et, pour survivre, a accepté de se soumettre au dictats néolibéraux. En conséquence, la situation sociale s'est dégradée, non pas parce que le régime est autocratique mais parce qu'il accepte le néolibéralisme. La protestation associait des revendications démocratiques à des demandes sociales. Si le régime de Bachar Al Assad était entré en négociations réelles avec les courants démocratiques socialement progressistes, un compromis aurait été possible. Mais malheureusement le régime s'est entêté et a ouvert la porte aux démagogues qui, au nom de l'islam, ont transformé le mouvement de protestation en une guerre atroce. Ces démagogues sont soutenus par les puissances occidentales. « Nosra (l'organisation terroriste qui a tranché des milliers de têtes syriennes) fait du bon travail », a-t-on entendu dire par des responsables de l'Etat en France ! Nous sommes dans une situation tragique dont je ne vois pas d'issue immédiate.

NP : le régime de Bachar Al Assad comme résistance à l'impérialisme ? Y a-t-il une scission entre les altermondialistes arabes soutenant le régime syrien et les autres pour sa chute, comme on a pu le voir au FSM de Tunis?

SA : Je doute que Bachar Al Assad soit un grand résistant de principe à l'impérialisme américain. Il était tout à fait prêt à faire un compromis avec les USA, à devenir un ami, comme dans le cas de l'Irak qui l'avait été dans sa guerre avec l'Iran. Au Forum Social Mondial de Tunis, ni les uns ni les autres¹ ne représentaient la majorité du mouvement populaire syrien.

Deux mois ou trois avant décembre 2011, la Banque mondiale félicitait les présidents Ben Ali et Moubarak comme des modèles. Eux ont été surpris comme toute l'opinion occidentale sans doute. Nous n'avons pas été surpris. J'en donne une preuve : un an avant l'explosion en Egypte, une cinéaste égyptienne² a fait un documentaire, à partir d'interviews de toutes les classes (des serviteurs du régime aux plus pauvres) et conclue : « La révolution est pour demain ». Donc la révolution n'a pas été une surprise.

¹ Référence aux tensions entre les altermondialistes soutenant le régime et les autres pour sa chute.

² Amal Ramsis.